

LOI N°2019-828 du 6 août 2019 - Loi de Transformation de la Fonction Publique

Calendrier de mise en œuvre (version janvier 2022)

Note : Lorsqu'aucune **date d'application** n'est pas précisée, cela signifie que la mise en œuvre est immédiate

FEUILLE DE ROUTE ANNEE 2022

OBJET DE LA DISPOSITION	POUR INFORMATION	POUR ACTION	ARTICLE DE LA LOI	DECRET OU ORDONNANCE A APPLIQUER
PROMOUVOIR UN DIALOGUE SOCIAL PLUS STRATEGIQUE				
Fusion des Instances : Comité Social d'Etablissement (CSE)	Fusion CTE et CHSCT aux prochaines élections (décembre 2022)	Rédiger le règlement intérieur du CSE et déterminer son organisation	4	Décret n° 2021-1570 du 3 décembre 2021 Arrêté du 19 décembre 2019 portant agrément des experts auxquels le CSE peut faire appel
Congé formation Hygiène et Sécurité	Evolutions et précisions sur les modalités de congés pour formation en matière d'hygiène et de sécurité et sur les congés avec traitement des représentants du personnel	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	4 - VII	Décret n° 2021-1570 du 3 décembre 2021 <i>(dernier paragraphe de l'article 75)</i>

FEUILLE DE ROUTE ANNEE 2021

OBJET DE LA DISPOSITION	POUR INFORMATION	POUR ACTION	ARTICLE DE LA LOI	DECRET OU ORDONNANCE A APPLIQUER
PROMOUVOIR UN DIALOGUE SOCIAL PLUS STRATEGIQUE				
Modification des attributions des CAP	A compter du 1^{er} janvier 2021 Ne plus demander l'avis des CAP pour avancement et promotion	Mises à jour des protocoles éventuels	10, 25 et 30	Décret 2019-1265 du 29 novembre 2019
Rapport Social Unique (RSU)	En vigueur le 1^{er} janvier 2021, avec une période transitoire du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022	Les données devront être renseignées dans une base de données sociales accessible aux membres des comités sociaux	5	Décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020
TRANSFORMER ET SIMPLIFIER LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES				
Indemnité de précarité	Pour les contrats d'une durée inférieure à ou égale à un an, à partir du 1^{er} janvier 2021	Création d'une trame type de contrat de travail saisonniers Modification des contrats de travail temporaire (ajout d'un chapitre relatif à l'indemnité de précarité)	23	Décret n° 2020-1296 du 23 octobre 2020
SIMPLIFIER LE CADRE DE GESTION DES AGENTS PUBLICS				
Code de la Fonction Publique	Par ordonnance	Assurer une veille de ces ordonnances	55	Ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021

FEUILLE DE ROUTE ANNEE 2020

OBJET DE LA DISPOSITION	POUR INFORMATION	POUR ACTION	ARTICLE DE LA LOI	DECRET OU ORDONNANCE A APPLIQUER
PROMOUVOIR UN DIALOGUE SOCIAL PLUS STRATEGIQUE				
Modification des attributions des CAP	Ne plus demander l'avis des CAP pour disponibilité, détachement, mutation	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	10, 25 et 30	Décret 2019-1265 du 29/11/2019
Rédaction des Lignes Directrices Générales (LDG)	Orientations propres à certaines missions, structures internes ou corps, prenant en compte les besoins en	Etablir les LDG et les rendre accessible aux professionnels (voie numérique de préférence).	10, 25 et 30	Décret 2019-1265 du 29/11/2019

	ressources humaines de la structure (démographie, territoire...) Durée de 5 ans maximum, révisable à tout moment	Le CTE (puis CSE) est consulté sur les projets de LDG et leur révision		
OBJET DE LA DISPOSITION	POUR INFORMATION	POUR ACTION	ARTICLE DE LA LOI	DECRET OU ORDONNANCE A APPLIQUER
Rapport Social Unique (RSU)	Obligatoire au 1 ^{er} janvier 2021, il permet d'établir les LDG	Construire la trame type du RSU Calculer les indicateurs possibles pour l'année 2019 en vue de la rédaction des LDG Mettre en place le suivi des indicateurs sur l'année 2020	5	Décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020
TRANSFORMER ET SIMPLIFIER LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES				
Procédure de recrutement des agents contractuels permanents	Nouvelle procédure de recrutement d'agents contractuels pour pourvoir des emplois permanents Pour tout emploi permanent dont l'avis de création ou de vacances est publié, à compter du 1^{er} janvier 2020.	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types : <u>critères de sélection</u> , <u>avis de vacance de poste</u> ou de <u>création d'emploi</u> , <u>sélection des candidatures</u> , modalités de <u>l'entretien de recrutement</u>	15	Décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019
Contrat de projet	Entrée en vigueur : 29 février 2020 Nouveau contrat articulé autour d'un objet ou besoin de l'établissement, ouvert à l'ensemble des catégories A, B, C. Minimum 1 an – Maximum 6 ans. Pas de CDI. Arrêt à la fin du projet (avec indemnités si rupture avant terme).	Appliquer les conditions définies par le décret Mise en place du dispositif (lien avec LDG) Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	17	Décret n° 2020-172 du 27 février 2020
2 nouveaux cas de recrutements d'un agent contractuel	- Accroissement temporaire d'activité (durée max 12 mois, sur période de 18 mois consécutifs) - Accroissement saisonnier d'activité (durée max 6 mois, sur période de 12 mois consécutifs)	Mise à jour des pratiques, des protocoles, contrats et documents types	19	X
Ajout CITIS comme motif de remplacement	Congé pour invalidité temporaire imputable au service ajouté à la liste des congés pendant lesquels le remplacement d'un fonctionnaire par un agent contractuel est autorisé	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	22	X
Indemnité de précarité	Pour les contrats d'une durée inférieure ou égale à un an, à partir du 1^{er} janvier 2021	Création d'une trame type de contrat de travail saisonniers Modification des contrats de travail temporaire (ajout d'un chapitre relatif à l'indemnité de précarité)	23	Décret n° 2020-1296 du 23 octobre 2020
Entretien professionnel et notation	Généralisation des entretiens annuels et fin de la notation pour les entretiens conduits au titre de l'année 2020	Réviser les grilles d'entretien d'évaluation annuelle	27	Décret n° 2020-719 du 12 juin 2020
Intéressement collectif dans la FPH	Entrée en vigueur : 1^{er} avril 2020 La prime d'intéressement collectif est attribuée à l'ensemble des agents de l'équipe porteuse d'un projet. Montant max annuel par agent : 1 800€ bruts	Formaliser les orientations-cadre précisant les modalités	28	> Décret n° 2020-255 du 13 mars 2020 > Arrêté du 13 mars 2020 fixant les montants

OBJET DE LA DISPOSITION	POUR INFORMATION	POUR ACTION	ARTICLE DE LA LOI	DECRET OU ORDONNANCE A APPLIQUER
Procédure disciplinaire et sanctions	Création d'une nouvelle qualité de témoin dans le cadre d'une procédure disciplinaire Harmonisation de l'échelle des sanctions disciplinaires : <i>instauration d'une sanction d'exclusion temporaire...</i>	Point à l'ordre du jour des instances sociales du 1er trimestre 2020 Mise à jour ou rédaction des protocoles, règlements intérieurs et documents d'information à destination des professionnels	31	X
Grilles indiciaires	Fin des arrêtés d'échelonnement indiciaire (décret seul)	-	53	X
SIMPLIFIER LE CADRE DE GESTION DES AGENTS PUBLICS				
Cadre déontologique	La Commission déontologie est supprimée au profit de la HATVP. La durée de l'autorisation de temps partiel passe à 4 ans au total (3 ans + 1 ans de renouvellement)	Mise à jour ou rédaction des protocoles, règlements intérieurs et autres documents d'information à destination des professionnels	34	Décret 2020-37 Décret 2020-69 Arrêté du 04/02/2020
Santé et Sécurité des agents	Année 2022 (différentes échéances précisées dans l'ordonnance) Evolution des missions des instances médicales, de la médecine agréée, des services de prévention et des services de santé au travail Evolution de la gestion des dossiers concernant l'aptitude physique, les maladies d'origine professionnelle, les accidents du travail et maladies professionnelle Evolution du recours au temps partiel thérapeutique et le reclassement Harmonisation code du travail et code de la sécurité sociale sur les congés Au terme des conventions en cours et au plus tard au 1^{er} janvier 2026 (pour la FPH) : implication de l'établissement dans la protection sociale complémentaire (financement, adhésion, souscription)	Organisation d'un CHSCT/CSE extraordinaire avec la médecine du travail pour application de l'ordonnance du 25 novembre 2020 Mise en place des évolutions relatives aux congés, en application de l'ordonnance du 17 février 2021 Organisation d'un CHSCT/CSE extraordinaire pour décision d'adhésion à des conventions et contrats (mutuelles, prévoyances, assurances), en application de l'ordonnance du 17 février 2021 Pour tous : mise à jour ou rédaction des protocoles, règlements intérieurs et autres documents d'information à destination des professionnels	40	Ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 Ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 (protection sociale)
Usure professionnelle et entretien de carrière	Les agents occupant des emplois présentant des risques d'usure professionnelle bénéficieront désormais d'un entretien de carrière	Appliquer les conditions définies par le décret Mise à jour ou rédaction des protocoles, règlements intérieurs et autres documents d'information à destination des professionnels	40	Décret 1^{er} semestre 2020 (toujours en débat)
Congés proche aidant	Aide d'un proche avec handicap ou perte d'autonomie d'une particulière gravité. 3 mois renouvelable dans la limite d'un an, sur l'ensemble de la carrière.	Appliquer les conditions définies par le décret Mise à jour ou rédaction des protocoles, règlements intérieurs et autres documents d'information à destination des professionnels	40	Décret n° 2020-1557 du 8 décembre 2020
Supplément Familial de Traitement	En cas de résidence alternée de l'enfant au domicile de chacun des parents, mise en œuvre de manière effective, la charge de l'enfant pour le calcul du supplément familial de traitement peut être partagé par moitié entre les deux parents soit sur demande conjointe des parents, soit si les parents sont en désaccord sur la désignation du bénéficiaire	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	41	-

OBJET DE LA DISPOSITION	POUR INFORMATION	POUR ACTION	ARTICLE DE LA LOI	DECRET OU ORDONNANCE A APPLIQUER
Harmonisation des ASA	Référentiel commun des Autorisations Spéciales d'Absences (ASA) et de leurs conditions d'octroi entre les 3 fonctions publiques	Appliquer les conditions définies par le décret Mise à jour ou rédaction des protocoles, règlements intérieurs et autres documents d'information à destination des professionnels	45	Décret Début 2020 (toujours en débat)
Aménagements horaires pour allaitement	Pendant une année après la naissance d'un enfant, une fonctionnaire allaitant son enfant pourra bénéficier d'un aménagement horaire d'une heure par jour maximum, sous réserve de nécessité de service	Appliquer les conditions définies par le décret Mise à jour ou rédaction des protocoles, règlements intérieurs et autres documents d'information à destination des professionnels	46	Décret Début 2020 (même décret que ASA)
Recours ponctuel au télétravail	Définition des conditions de recours ponctuel au télétravail, en complément des modalités existantes du décret n°2016-151	Appliquer les conditions définies par le décret Mise à jour ou rédaction des protocoles, règlements intérieurs, contrats et autres documents d'information à destination des professionnels	49	Décret n° 2020-524 du 5 mai 2020
Code de la Fonction Publique	Par ordonnance d'ici 2 ans	Assurer une veille de ces ordonnances	55	Ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021
FAVORISER LA MOBILITE ET ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS PROFESSIONNELLES DES AGENTS PUBLICS				
Portabilité du Compte Personnel de Formation (CPF)	Portabilité des droits liés au CPF en cas de mobilité entre secteur public et privé : possibilité de conversion des droits formation Euros-heures (privé – public) Conversion en heures à raison de 12 euros pour une heure (arrondi au nombre entier le plus proche)	Appliquer les conditions définies par le décret Mise à jour ou rédaction des protocoles, règlements intérieurs et autres documents d'information à destination des professionnels	58	Décret n° 2019-1392 du 17 décembre 2019 Décret n° 2019-1049 du 11 octobre 2019
Formation et évolution professionnelle	<i>Ordonnances à venir sur :</i> - les établissements de formation des agents publics - le recrutement, formation initiale, formation continue des emplois de catégories A		59	Ordonnances à venir
	Pour les professionnels de catégorie C, en situation de handicap ou exposés aux risques d'usure professionnelle : - accès prioritaire à des actions de formation et à l'accompagnement personnalisé ; - majoration de la durée du congé formation professionnelle et de la rémunération qui lui est attachée ; - conditions d'accès et durée adaptée pour un congé VAE ou BC - congé de transition professionnelle d'une durée maximale d'un an lui permettant de suivre les actions de formation longue nécessaires à l'exercice d'un nouveau métier	Mise à jour des pratiques auprès des professionnels concernés Mise à jour ou rédaction des protocoles, règlements intérieurs et autres documents d'information à destination des professionnels	59	Ordonnance n°2021-658 du 26 mai 2021
Rémunération des apprentis	Alignement de la rémunération des apprentis du secteur public sur celle du privé. Il n'est plus fait référence au niveau de diplôme pour déterminer la rémunération des apprentis du secteur public.	Appliquer une majoration de la rémunération	63	X

LOI N°2019-828 du 6 août 2019 - Loi de Transformation de la Fonction Publique

Calendrier de mise en œuvre (version janvier 2022)

OBJET DE LA DISPOSITION	POUR INFORMATION	POUR ACTION	ARTICLE DE LA LOI	DECRET OU ORDONNANCE A APPLIQUER
Formation au management pour les nouveaux cadres	Obligation de formation au management des agents accédant pour la première fois à des fonctions d'encadrement (droits et obligations des fonctionnaires)	Compléter le catalogue interne des formations à destination des encadrants	64	X
Portabilité du CDI	Portabilité du CDI entre les trois versants de la fonction publique. L'agent peut bénéficier directement d'un CDI s'il est recruté par un employeur public relevant d'un autre versant.	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	71	X
Rupture conventionnelle contractuel et titulaire	A titre expérimental (2020-2025) pour les fonctionnaires En place pour les contractuels	Mise à jour trames de contrats CDI + avenant pour CDI actuels Rédaction procédure et documents type (courrier, compte-rendu, convention...) Rédaction procédure administrative	72	Décret n° 2019-1593 du 31 décembre 2019 Décret n° 2019-1596 du 31 décembre 2019 Arrêté du 6 février 2020
Retour de disponibilité pour suivre son conjoint	Le fonctionnaire mis en disponibilité pour suivre son conjoint n'est réintégré qu'à l'expiration de sa période de disponibilité. Au-delà de cette durée, une des trois premières vacances doit lui être proposée. Si la durée de la disponibilité n'a pas excédé trois années, une des trois premières vacances doit lui être proposée. En vigueur le 1er janvier 2020. La durée des périodes de disponibilité antérieures à cette date est prise en compte pour son application.	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	74	X
Dispositif d'accompagnement en cas de restructuration	Modification de la situation d'un fonctionnaire hospitalier dont l'emploi est supprimé : il demeure sous l'autorité de l'établissement pendant toute la durée de sa recherche d'emploi, il bénéficie d'un dispositif d'accompagnement personnalisé et d'une priorité d'affectation dans le département. Il peut être mis à disposition pendant un an.	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	75 - II	Décret n° 2019-1441 du 23 décembre 2019
Détachement en cas d'externalisation	En cas d'externalisation d'une activité, les fonctionnaires peuvent être détachés d'office sur un CDI, avec une rémunération au moins égale à la rémunération antérieure et le maintien des droits à l'avancement	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	76	Décret n° 2020-714 du 11 juin 2020 : Chapitre III

LOI N°2019-828 du 6 août 2019 - Loi de Transformation de la Fonction Publique

Calendrier de mise en œuvre (version janvier 2022)

OBJET DE LA DISPOSITION	POUR INFORMATION	POUR ACTION	ARTICLE DE LA LOI	DECRET OU ORDONNANCE A APPLIQUER
RENFORCER L'EGALITE PROFESSIONNELLE ET LA PREVENTION DES DISCRIMINATIONS				
Plan d'action égalité professionnelle	Plan d'action de 3 ans maximum relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Sanctions si non réalisé au 31 décembre 2020	Réaliser une analyse Définir un plan d'action pluriannuel Valoriser les bonnes pratiques actuelle (politique, plan...)	80	Décret n° 2020-528 du 4 mai 2020
Actes de violence, discrimination, harcèlement et sexisme	Le dispositif de signalement doit être établi au plus tard le 1^{er} mai 2020. Ce dispositif peut être mutualisé et doit respecter les règles de confidentialité Il comporte une procédure : - de recueil des signalements - d'orientation vers les services compétents chargés de l'accompagnement et du soutien - d'orientation vers les autorités compétentes pour mesure de protection fonctionnelles et traitements des faits (enquête administrative...)	Mettre en place ces procédures Les procédures du dispositif de signalement doivent être fixées par l'AIPN, après avis du CSE. Informers les professionnels	80	Décret n° 2020-256 du 13 mars 2020
Grossesse et discrimination	Ajout de la grossesse dans liste des critères de discrimination	-	81	-
Nomination équilibrée	Les emplois de direction de la fonction publique hospitalière doivent concerner, à l'exclusion des renouvellements dans un même emploi ou des nominations dans un même type d'emploi, au moins 40 % de personnes de chaque sexe. Le nombre de personnes de chaque sexe devant être nommées en application de cette règle est arrondi à l'unité inférieure.		82	Décret n° 2019-1561 du 30 décembre 2019
Jury paritaire et présidence alternée	Composition équilibrée des jurys et instances de sélection pour le recrutement, l'avancement ou la promotion interne Alternance des genres pour l'exercice des fonctions de présidente et de président du jurys (périodicité maximale de 4 sessions)	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	83	Décret 2020-97 du 5 février 2020 Fixe les dérogations
Jour de carence et grossesse	Depuis le 8 août 2019 Pas de jour de carence pour tout congé de maladie accordé postérieurement à la déclaration de grossesse et avant le début du congé de maternité.	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	84	-
Congés parental et avancement de grade	En cas de congé parental ou de disponibilité pour élever un enfant, les droits à avancement et à promotion sont maintenus dans la limite d'une durée de 5 ans sur l'ensemble de la carrière	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types	85	Décret n° 2020-529 du 5 mai 2020
Renforcement égalité professionnelle Professionnels handicapés	Obligation d'emploi des travailleurs handicapés dans la fonction publique au sein du statut général des fonctionnaires. Nouveaux délais s'imposant aux employeurs publics relatifs à la date de dépôt de la déclaration et la date de comptabilisation de leurs effectifs.	Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types éventuels	90 à 93	Décret n° 2020-420 du 9 avril 2020 Article L323-8-6-1 du Code du Travail

OBJET DE LA DISPOSITION	POUR INFORMATION	POUR ACTION	ARTICLE DE LA LOI	DECRET OU ORDONNANCE A APPLIQUER
<p>Renforcement égalité professionnelle Professionnels handicapés</p>	<p>Titularisation des professionnels handicapés à l'issue d'un contrat d'apprentissage (expérimentation 2020-2025)</p> <p>Aménagement des épreuves de concours pour les professionnels handicapés sur prescription médecin agréé</p> <p>Evolution du statut général : droit à la consultation d'un référent handicap + portabilité des équipements pour poste de travail adapté</p>	<p>Mise à jour des pratiques, des protocoles et documents types éventuels</p>	<p>90 à 93</p>	<p>Décret n° 2020-530 du 5 mai 2020 (titularisation + référent handicap)</p> <p>Décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 (épreuve et portabilité)</p>



CONTACT

Mme Sylvie HENRY-ESPARGILLERE
 06 13 77 96 73
sylvie@conseilqualite.com

